

5 février 2015 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les défis et priorités de la politique gouvernementale, à Paris le 5 février 2015.

Monsieur le Premier ministre,
Mesdames, Messieurs les ministres,
Mesdames, Messieurs les journalistes,

Nous nous retrouvons un mois après des événements qui ont profondément marqué la France et qui sont désormais inscrits dans notre mémoire nationale. La France a été attaquée dans ce qu'elle avait de plus sacré : la liberté d'expression, la République et l'égalité humaine. La France a su réagir avec dignité et fierté. Là où les terroristes voulaient la mettre à genoux, elle a fait face. Là où les fanatiques voulaient semer la peur, elle a fait masse. Là où les extrémistes voulaient la diviser, elle a fait bloc. Les rassemblements citoyens qui se sont multipliés dans ces jours terribles ont impressionné le monde qui a exprimé à la France sa solidarité.

L'esprit du mois de janvier 2015, c'est l'unité de la République. Cette exigence et ce message n'effacent pas les différences, les sensibilités, les clivages mais les dépassent dans une force qui va à l'essentiel : assurer la cohésion du pays pour le faire avancer, pour le faire réussir. Cet esprit-là, je dois le prolonger avec le gouvernement car il élève nos responsabilités pour que la République soit plus forte et soit plus juste.

La première des responsabilités, c'est d'être à la hauteur de la menace. Elle n'a pas disparu. Elle a ressurgi encore ces dernières heures, à Nice, avec l'agression de trois soldats parce qu'ils portaient un uniforme, celui de la France, et parce qu'ils protégeaient un centre culturel juif. L'Etat doit donc agir avec la plus grande fermeté dans le respect du droit. C'est pourquoi de nouvelles mesures ont été prises très vite, des moyens ont été dégagés pour la Police, pour la Justice, pour le Renseignement. La vigilance est portée à son niveau maximal.

Une loi sur le Renseignement est en train d'être préparée. Elle sera présentée en mars et sera votée avant l'été. Des mesures seront prises, aussi bien à l'échelle nationale qu'à l'échelle européenne, pour surveiller les déplacements. Je l'affirme ici, au-delà des dispositifs et des mesures, la République sera intraitable, implacable, à l'échelle nationale. Elle sera aussi irréprochable pour les libertés et pour le droit.

Notre responsabilité, c'est aussi de faire vivre la cohésion nationale. Tout commence par la laïcité. La laïcité n'est pas une formule utilisée dans certaines circonstances. La laïcité n'est pas un principe qui devrait subir des accommodements. La laïcité n'est pas négociable car elle nous permet de vivre ensemble. La laïcité doit être comprise pour ce qu'elle est, c'est-à-dire la liberté de conscience et donc la liberté des religions. La laïcité, c'est des valeurs et des règles de droit qui consistent à protéger ce qui nous est commun mais aussi ce qui nous est singulier. La laïcité, c'est une garantie pour la France contre les intolérances qui viendraient de l'intérieur et contre les influences qui viendraient de l'extérieur.

La laïcité doit se transmettre. Elle doit donc s'apprendre. Ce sera fait dans l'école tout au long de la scolarité obligatoire. La laïcité, c'est la séparation de l'Etat et des cultes et ce n'est pas leur ignorance. Ainsi, le dialogue avec les cultes fait-il partie des devoirs de la République et notamment le dialogue avec le culte musulman. J'ai donc demandé, avec le Premier ministre, au ministre de l'Intérieur de poursuivre avec le Conseil français du culte musulman le travail engagé pour la sécurité des mosquées, pour la formation des imams et des aumôniers et pour la lutte contre la radicalisation.

contre la radicalisation.

Notre responsabilité, c'est de promouvoir l'école de la République. Elle ne protège pas les enfants de tous les maux qui peuvent frapper la société. Mais l'école, c'est la meilleure arme pour la reconquête. J'en ai d'ailleurs fait la priorité de mon quinquennat. Une nouvelle étape sera franchie dans la refondation.

J'en donne les grandes lignes : maîtrise du français dès la maternelle parce que le français, c'est essentiel pour vivre en France, pour participer à la réussite de la France. De nouveaux moyens seront donnés à la lutte contre le décrochage scolaire. La formation des enseignants sera renforcée et améliorée, pour les préparer à leur métier. Je veux ici saluer leur engagement. Les lycées professionnels seront revalorisés et le parcours de ces jeunes sera accompagné jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'acquisition du métier. Enfin, le numérique sera enseigné de l'élémentaire jusqu'à la Terminale, avec des diplômes correspondants. Un plan sera présenté très prochainement, une large concertation a été ouverte, les décisions seront prises au mois de mai. Notre responsabilité, la mienne, celle du gouvernement, c'est l'égalité entre les territoires. Là aussi, malgré tous les efforts engagés, et ils ont été importants depuis trente ans, il y a encore trop d'échecs : concentration des populations et des pauvres dans les mêmes lieux, inégalités massives, chômage trop élevé, discriminations insupportables. Le gouvernement réunira un comité interministériel au mois de mars.

Je lui assigne trois objectifs : le peuplement, c'est-à-dire la mixité sociale, la répartition de la population pour que les logements sociaux soient créés là où ils sont nécessaires mais pas seulement là où ils sont déjà présents et l'accompagnement pour que le tissu social soit renforcé en nous appuyant sur les associations, sur la démocratie et enfin, le développement avec la création d'une Agence nationale pour le développement économique sur les territoires. Comme il existe ce qu'on appelle l'ANRU, l'Agence pour la rénovation urbaine, il y aura une Agence pour le développement économique à l'échelle nationale.

Notre responsabilité, c'est l'engagement civique. Les Français l'ont montré, ils ont un amour intact pour la République, une envie profonde d'être utiles et de servir le bien commun. Je propose donc un nouveau contrat civique avec : la mise en place d'un service universel pour les jeunes et la création d'une réserve citoyenne pour tous les Français, pour tous ceux qui veulent participer à l'élan collectif et donner le meilleur d'eux-mêmes et le renforcement de la démocratie participative. Cette unité de la République, si nécessaire pour vivre ensemble, donne aussi à la France, non seulement les moyens de se dépasser à l'intérieur de ses frontières, mais aussi de tenir son rang à l'extérieur. Je ne sépare pas d'ailleurs les enjeux. Il n'y a pas un pays faible qui peut être une nation forte sur la scène internationale.

Le premier défi que la France a à affronter, c'est la lutte contre le terrorisme. Je n'ai pas attendu les événements du mois de janvier pour agir. Dès 2013, dès le 11 janvier 2013, j'avais pris la décision de faire intervenir nos forces au Mali, puis ensuite de protéger la zone du Sahel. De la même manière, ces derniers mois, même si j'aurais préféré que cela aille plus vite, nous sommes aux côtés de ceux qui luttent pour la liberté au nord de la Syrie et nous participons à la coalition internationale en Irak. Nous continuerons à le faire quelles que soient les menaces qui nous sont adressées, parce qu'il s'agit là de valeurs universelles et aussi de notre propre sécurité.

Mais la paix est également menacée aux frontières de l'Europe, en Ukraine. Oui, en Ukraine, c'est la guerre. Des armes lourdes sont utilisées, des civils tous les jours sont tués. Depuis le 6 juin 2014, la France est à l'initiative avec l'Allemagne. Avec Angela MERKEL, nous avons beaucoup travaillé ces derniers mois, multiplié les appels, parlé avec les uns et avec les autres. Nous avons pu faire accomplir des progrès et ils n'ont pas résisté aux tenants de l'épreuve de force. Des sanctions ont été prononcées, nombreuses et elles ont eu leur effet, mais elles n'ont pas fait cesser les hostilités.

Alors, avec Angela MERKEL, j'ai décidé de prendre une nouvelle initiative. Nous partirons à Kiev dès cet après-midi. Nous ferons une nouvelle proposition de règlement sur le conflit lui-même. Il sera fondé sur l'intégrité territoriale de l'Ukraine et nous irons la discuter avec le Président POROCHENKO aujourd'hui et, vendredi à Moscou, avec le Président russe. Car le temps presse. Il ne sera pas dit que la France et l'Allemagne, ensemble, n'auront pas tout tenté, tout entrepris,

pour préserver la paix.

La France doit toujours être à l'initiative. C'est ce qui a justifié aussi qu'elle organise la Conférence sur le climat. Là, ce n'est plus de la paix dont il s'agit, c'est de l'avenir même de la planète. Là encore, le temps presse. La Conférence est à la fin de l'année. Les contributions des Etats doivent être connues avant l'été. Nous avons le devoir de réussir. La France sera exemplaire. Elle l'a d'ailleurs démontré en présentant une feuille de route qui tient compte des conclusions de la Conférence environnementale et de la loi sur la transition énergétique.

La France doit être aussi à l'initiative en Europe, car l'unité de la République et l'Union européenne sont liées. Ceux qui veulent détruire l'une veulent défaire l'autre. Nous ne laisserons donc pas faire. La priorité à la croissance que j'ai rappelée suffisamment depuis deux ans s'est finalement imposée sans remettre en cause le redressement nécessaire des comptes publics.

La Grèce est un défi. Le défi n'est pas nouveau, la situation est connue depuis quatre ans.

L'austérité qui lui a été imposée a suscité un rejet du peuple grec, mais pas un rejet de l'euro, pas un rejet de l'Europe. Le rôle de la France, c'est de trouver une solution, de contribuer à un accord, dans le respect : respect du vote des Grecs, mais respect aussi des règles européennes et des engagements. C'est sur ces bases-là que je travaille, avec nos partenaires européens.

Je veux terminer sur une notion simple, qui nous engage également pour l'action de l'Etat. La France ne peut préserver son unité, tenir son rang, agir en Europe, que si elle est forte économiquement. Nous devons donc faire preuve d'audace, de volonté et d'initiative.

Le pacte de responsabilité est en application depuis le 1er janvier. Le projet de loi présenté par le ministre de l'Economie est en discussion au Parlement. Nous devons aller plus loin encore, avec des réformes qui devront concerner l'emploi des jeunes et l'insertion des chômeurs de longue durée, améliorer les performances de nos entreprises, faciliter le financement de notre économie. Pour y parvenir, nous avons besoin d'un dialogue social renoué. Je crois au dialogue social, il peut réussir. Il y a eu de grands accords qui ont été signés depuis deux ans et demi. Il peut parfois échouer, c'est le principe même du dialogue. Quand les discussions n'aboutissent pas, c'est à l'Etat de reprendre la main. Il va le faire. Le texte sur le dialogue social sera préparé, en concertation avec les partenaires sociaux. Le Premier ministre les réunira prochainement et un projet de loi sera présenté au Parlement.

Mesdames et Messieurs,

La République pour laquelle nous nous sommes rassemblés, c'est une République qui innove, qui produit, qui crée de la richesse et la répartit justement. Notre richesse principale, elle est dans le peuple français. Il nous l'a montré. Il revient donc à ceux qui exercent les plus hautes autorités de l'Etat, de donner à ce peuple français si remarquable, toutes les conditions, toutes les chances, tous les atouts, pour qu'il réussisse.

Je suis prêt à répondre à vos questions.

Alain BARLUET (Le Figaro) : Bonjour Monsieur le Président de la République. Alain BARLUET, je suis journaliste au Figaro et président de l'association de la presse présidentielle. C'est à ce titre que, avant toute chose, je souhaitais vous adresser quelques mots, de la part de mes consurs et de mes confrères, en espérant ne pas trahir leur pensée.

Nous avons tous été choqués et meurtris par les attaques terroristes qui ont été perpétrées le mois dernier à Paris. Nous nous inclinons devant toutes les victimes, comme nous nous inclinons devant les otages de Daesh, abominablement assassinés en Syrie.

Une valeur qui nous est particulièrement chère a été atteinte : la liberté d'expression, qui ne peut être limitée que par la loi républicaine et par l'éthique de chacun. A nous de continuer à la faire vivre, et c'est ce que nous continuerons de faire, sans peur, même si ce n'est pas toujours sans reproche.

Maintenant, ma question, elle concerne la défense. Les événements que nous avons traversés, ont confirmé qu'il existe une continuité, un continuum comme on dit, entre sécurité extérieure et sécurité intérieure. Tout est lié.

Nos soldats, de fait, sont sur tous les fronts, et on l'a vu ces jours derniers avec Vigipirate. Les armées sont au maximum de leurs capacités. Il y a quelques jours vous avez annoncé que le

nombre de militaires diminuerait moins que prévu. C'est louable, mais est-ce suffisant ? Peut-on se satisfaire d'une réduction de la réduction, alors que les menaces, elles, vont croître et se prolonger ? Le moment n'est-il pas venu de prendre une décision majeure, qui changerait la donne, une décision qui incombe au chef de l'Etat, chef des Armées, et qui serait de replacer la défense dans une perspective de remontée de ses effectifs, et d'augmentation de ses budgets ? Je vous remercie.

LE PRESIDENT : Je vous remercie d'abord pour les mots que vous avez utilisés, pour qualifier ce qu'était la mission de la Presse, partout où elle cherche une information et qu'elle le fait en toute liberté, sans pression, sans lien, ni avec les forces politiques, ni avec les forces économiques. Ensuite, sur la défense et sur nos soldats, ils exercent des missions périlleuses, partout. D'abord sur les opérations extérieures, Mali, maintenant Sahel, Irak, et nous avons eu à connaître un certain nombre de sacrifices et de pertes.

Depuis que je suis président de la République, je participe à des hommages, le plus souvent à nos soldats, pas toujours à nos soldats, aussi à des policiers, à des gendarmes. Et je sais ce qu'est leur dévouement, je mesure aussi la douleur des familles lorsqu'elles sont frappées, c'est arrivé encore lors d'un exercice d'entraînement, et il y a à chaque fois, et c'est ce qui me saisit toujours, un grand sens de l'honneur, de la fierté pour ces familles, pourtant tellement éprouvées. Et puis il y a aussi une mission, qui est apparue ces jours derniers, et qui est pourtant essentielle, qui est la protection du territoire. Nous ne l'avons pas inventée pour la circonstance, elle fait partie des trois grands engagements, trois grandes missions de la défense : protection du territoire, capacité à intervenir à l'extérieur, dissuasion.

Sur la protection du territoire, nous avons pu mobiliser plus de 10 000 soldats pour assurer la sécurité d'un certain nombre de lieux, et je pense que les menaces étaient telles que nous avons eu raison et nous maintiendrons le dispositif, aussi longtemps que nécessaire, même si nous pouvons l'adapter.

Et puis il y a aussi, je l'évoquais, la dissuasion. J'aurai également à m'exprimer là-dessus. La France est une grande Nation, une Nation qui est membre permanent du Conseil de sécurité, et qui a aussi la capacité nucléaire.

Ce débat n'est pas ouvert en France, mais il l'a été, et j'entends aussi que notre force de dissuasion soit modernisée autant qu'il est nécessaire, et toujours avec le principe de suffisance, et donc dans la transparence sur les armes nucléaires dont la France dispose.

Faut-il, parce qu'il y a des menaces, changer ce que nous avons décidé, dans la loi de programmation militaire ? C'était quand ? Il y a à peine un an et demi. Est-ce que les menaces avaient été sous-estimées ? Non. Nous les connaissions parfaitement, les menaces du terrorisme, les menaces également de la déstabilisation, de la cyber-défense, les menaces également qui étaient liées à l'insécurité sur un certain nombre de lieux, de conflits.

Donc les principes mêmes de la loi de programmation militaire n'ont pas à être modifiés. Est-ce que les crédits ont à l'être ? Jusqu'à présent c'était pour les maintenir. Faudrait-il les augmenter ? Je pense qu'aujourd'hui, 31,4 milliards puisque c'est la somme qui est chaque année prévue pour nos armées, et celle qui doit être sécurisée, sauvegardée, préservée, parce que ce sont ces crédits-là qui permettent d'atteindre les objectifs.

Sur les effectifs, j'ai en effet pris la décision de limiter ce qui était pourtant prévu depuis des années, car nos armées ont perdu des dizaines de milliers d'hommes ces dernières années.

Quand je dis ces dernières années, c'est pas ces deux dernières années, chacun l'aura compris, et donc j'ai fait en sorte, compte tenu de ce qui était aujourd'hui la menace, de maintenir un niveau des effectifs, qui soit conforme à ce que je pense l'intérêt du pays.

Mais vous savez, on fait beaucoup d'efforts, et je demande beaucoup de sacrifices avec le Premier ministre, aux membres du gouvernement pour réduire les budgets, pour réduire les budgets. De même, pour les collectivités locales, de même pour la Sécurité sociale où il y a des règles qui ont été renforcées pour assurer une bonne maîtrise de la dépense.

Alors je fais en sorte que la sécurité soit préservée et que nous puissions le faire dans les enveloppes qui ont été prévues. Mais je vous le dis tout net, s'il y avait des dangers qui apparaissaient, je prendrais mes responsabilités.

apparaissent, je prendrais mes responsabilités.

Maryse BURGOT (France 2) : On a senti de votre part un certain empressement à inviter Alexis TSIPRAS. C'est un ministre, un Premier ministre qui a été élu sur la promesse faite à ses électeurs, que la Grèce ne paierait pas la totalité de ses dettes. Alors, Monsieur le Président, est-ce que cette invitation rapide n'est pas un étrange message envoyé aux contribuables, aux citoyens français, qui eux, ont l'obligation de payer leurs dettes ?

LE PRESIDENT : Mais j'avais invité le Premier ministre grec en 2012, c'était monsieur SAMARAS, aussitôt qu'il avait été élu, et j'ai fait de même pour Alexis TSIPRAS. Je l'ai fait aussi en pensant que la France pouvait être utile dans ce moment précis.

Utile parce qu'elle est celle qui peut justement assurer aux Grecs la solidarité, ils l'attendent, ils ont beaucoup souffert, 4 ans d'austérité dure, perdu 25 % de la production nationale, même s'il y a eu un certain rééquilibrage des comptes publics, à quel prix ?

Il y a eu néanmoins un abandon des dettes privées pour la Grèce, et donc des efforts ont été faits par les Européens. Mais je dois donc faire respecter aussi les règles européennes et les règles européennes, c'est de chercher ensemble une solution, c'est ce que j'ai dit à Alexis TSIPRAS, travailler ensemble pour décider ensemble.

Et enfin, les dettes, il y a les dettes privées, il y a les dettes publiques. Les dettes privées c'est celles des banques, je vous ai dit qu'elles avaient été renégociées. Les dettes publiques ce sont les dettes de l'Etat grec à l'égard des Etats européens et donc de l'Etat français. Je suis, d'une certaine façon, comptable des engagements et le Premier ministre grec ne demande pas que le contribuable grec soit soulagé, au détriment du contribuable français ou allemand.

Donc, qu'est-ce que j'ai à faire ? Le recevoir, c'est bien le moins, et dans cette compétition, qui n'était pas ouverte, je n'ai pas été le premier à le recevoir, mais je ne voulais pas non plus être le dernier, même si je lui ai dit d'aller voir aussi la chancelière, parce que c'est ce que l'on doit faire quand on appartient à une communauté, et elle le recevra.

Nous aurons donc à chercher un accord, un accord pour permettre que dans le moyen terme, il puisse être donné un cadre, pour que les Grecs puissent faire des réformes, payer les dettes et en même temps trouver la solidarité européenne.

Ce travail doit être engagé rapidement, vous avez sans doute appris que la Banque centrale européenne avait pris une décision, hier, tard, qu'elle a des conséquences, cette décision, c'est qu'elle renvoie sur les Etats, sur les gouvernements, les responsabilités, et c'est bien légitime, c'est aux Etats, aux gouvernements, bientôt donc à ce que l'on appelle l'Eurogroupe, de prendre ces décisions. Elle dit aussi au gouvernement grec qu'il doit annoncer un cadre pour ses réformes.

Je suis très attaché à la zone euro, je l'ai montré depuis deux ans et demi, mais je suis aussi très conscient que l'austérité à tout jamais, comme ligne d'horizon, ne peut pas être une solution, ni pour les Grecs, ni pour les Européens. A partir de là, nous devons, dans un contexte qui a déjà changé, qui est plus favorable à la croissance, trouver l'accord et la France y jouera tout son rôle, on lui demande même de le faire.

Hervé HESQUIN (AFP) : Vous avez annoncé - et c'est une vraie surprise que vous vous rendiez cet après-midi avec Angela MERKEL à Kiev et que vous serez demain à Moscou pour y voir Vladimir POUTINE, doit-on comprendre que c'est la dernière chance laissée à la diplomatie dans ce conflit ? Les Etats-Unis envisagent de livrer des armes, quelles serait la prochaine étape ? La France pourrait-elle s'associer à cette initiative américaine ? Faut-il relever les sanctions ?

LE PRESIDENT : On croit toujours que la guerre c'est pour les autres, on pense toujours que la guerre c'est loin, que la guerre ce n'est pas pour notre génération - c'était pour les temps de nos parents, de nos grands-parents - on n'imagine pas que la guerre puisse être une réalité et, pourtant, à quelques heures d'avion à l'Est de l'Europe, à ses frontières, il y a des femmes, des hommes, des civils qui meurent chaque jour et il y a des armes lourdes qui sont disposées et il y a des tirs d'artillerie et il y a des hôpitaux qui sont visés et il y a des tranchées qui sont creusées et on est donc passés en quelques mois insensiblement de ce qui était un différend à un conflit et du conflit à la guerre. Il y a donc, à partir d'aujourd'hui, deux options : soit on rentre dans une logique qui consiste à armer les protagonistes, puisque les uns le font - les Russes par rapport aux

séparatistes alors faisons-le pour les Ukrainiens pour leur permettre de se défendre. On m'expliquera la différence qu'il y a entre une arme défensive et une arme offensive ? Mais c'est une précaution de langage pour dire qu'on pourrait être prêts à armer les Ukrainiens £ et puis il y a une autre option, elle n'est pas sûre de réussir, mais si elle n'est pas tentée nous ne le serons jamais, c'est l'option de la diplomatie, de la négociation, elle ne peut pas être prolongée indéfiniment. Je vous ai donné mon expérience ! Lorsque j'ai réuni le président POROCHENKO et le président POUTINE le 6 juin à l'occasion des cérémonies du Débarquement, j'avais considéré que c'était un pas important qui venait d'être ainsi fait £ et puis il y a eu le protocole de Minsk, nous avons fait en sorte Angela MERKEL et moi-même d'y contribuer et nous pensions qu'une solution était donc en perspective et puis tout s'est défait dans les applications, dans les détails et puis ensuite dans les mouvements de force et, là, nous sommes dans la guerre et dans une guerre qui peut être totale. J'ai donc, avec la Chancelière nous en avons parlé depuis plusieurs jours - décidé de prendre cette initiative et de la lancer avec l'objectif non pas de parler mais de chercher un texte qui puisse être accepté par toutes les parties prenantes, d'où le déplacement de cet après-midi à Kiev et, ensuite, d'aller voir Vladimir POUTINE sur la base du document que nous aurons élaborés Allemands et Français avec les Ukrainiens et donc avec également Vladimir POUTINE.

Si nous réussissons, nous aurons évité une escalade dans le conflit, ça ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de risque demain que certains se mettent en travers, j'en connais £ si nous échouons, je ne me place dans cette hypothèse, mais elle existe et je ne veux pas la cacher - parce que je sais que c'est difficile - si nous échouons, que dira-t-on ? Que la France et l'Allemagne, et j'insiste beaucoup là-dessus, la France et l'Allemagne ont fait en tant qu'Européens, en tant qu'amis de l'Ukraine, de la Russie, tout ce qu'elles pouvaient faire ces deux grandes nations pour agir. Avec Angela MERKEL, nous avons considéré que nous avons des responsabilités particulières : l'Allemagne, parce qu'elle est en relation économique forte avec l'Est de l'Europe et qu'elle a un lien avec l'Ukraine, la Russie £ la France, pourquoi la France ? Parce que la France est une grande nation européenne mais ça ne suffit pas parce que la France a un lien historique, culturel, humain, politique, économique aussi avec la Russie et que nous avons pour les droits de l'homme, pour la souveraineté, des positions qui ont été reconnues en Ukraine, nous avons agi, le ministre des Affaires étrangères Laurent FABIUS et que nous savons aussi assurer la sécurité dans cette partie-là - nous avons déployé d'ailleurs un certain nombre de nos moyens avec le ministre de la Défense. Voilà !

Et pour celles et ceux qui s'interrogent toujours sur ce qu'on appelle le couple franco-allemand, une vieille histoire, je ne sais pas s'il y a un couple, je ne sais pas s'il y a un moteur, mais il y a un lien fort entre la France et l'Allemagne, parce que quand la France et l'Allemagne sont unies ça pèse non seulement en Europe, ça pèse partout dans le monde. Depuis que j'exerce cette responsabilité et j'en terminerai pour répondre à votre question ainsi quelles sont les nations qui pèsent dans le monde ? C'est la question que je me suis posée ! Combien sont-elles ? Quels moyens peuvent-elles utiliser ? Qui a la capacité de mettre en œuvre une armée ? Qui peut prendre une décision à l'échelle du monde ? Qui a la force économique ? Et quand nous sommes ensemble Français et Allemands nous avons toute la capacité de la puissance à l'échelle du monde, et je veux que les Européens s'en rendent compte - ils le savent et que le monde également saisisse ce qui va se produire.

Ulysse GOSSET (BFM-TV) : Je voudrais quand même revenir sur l'Ukraine, vous nous avez dit avec gravité : « l'Ukraine c'est la guerre », alors on voit bien les conséquences éventuelles si la diplomatie échouait, est-ce que c'est la guerre de la France ? Et puis il y a l'autre guerre, celle dans laquelle nous sommes déjà engagés, au Proche-Orient, compte tenu de la menace intérieure-extérieure, compte tenu de la progression de Daech, de l'Etat islamique, est-ce que vous envisageriez maintenant un changement de stratégie à l'égard de la Syrie jusqu'à présent vous avez limité les opérations à l'Irak dans le cadre de la coalition est-ce que vous souhaitez, est-ce que vous avez décidé de changer de stratégie et de frapper aussi en Syrie pour s'attaquer aux racines du mal, aux donneurs d'ordre qui menacent la sécurité intérieure de la France ? Merci !

LE PRESIDENT : La France n'est pas en guerre en Ukraine - et elle ne veut pas être en guerre en Ukraine - elle veut éviter la guerre. Et elle n'en sera pas ! Parce que je considère que la France ne peut pas rentrer dans cette logique et que, pour le moment, nous devons tout faire pour que ce soit la diplomatie et la politique qui reprennent leurs droits. La France ne rentre pas dans le débat de la fourniture des armes à l'Ukraine et c'est pourquoi je fais avec Angela MERKEL ce déplacement. Ensuite, la France n'est pas favorable, elle l'a toujours dit mes prédécesseurs comme je le fais moi-même la France n'est pas favorable à ce que l'Ukraine rentre dans l'Alliance Atlantique. Que les choses soient bien claires ! Parce que nous devons dire la vérité à tous les pays qui nous entourent, ce qu'ils peuvent demander, je sais que c'est leur démarche et ce que nous ne pouvons pas accepter, en tout cas c'est la position de la France. Je le dis aussi pour les Russes qui s'inquiètent toujours, qui pensent qu'il y a la main des Américains, comme si nous étions revenus à des périodes bien anciennes enfin pas si anciennes que ça mais non je pense que nous devons régler ces questions-là, j'allais dire presque entre Européens, c'est-à-dire nous sommes sur le même continent, nous ne sommes pas dans la même union mais nous sommes dans le même continent et nous devons régler ces questions-là et, si elles ne sont pas réglées, alors il y aura une responsabilité aux yeux du monde.

Au Moyen-Orient nous avons un travail à faire en Irak, nous le faisons, et j'allais dire avec de plus en plus d'intensité, avec de plus en plus d'opérations, nous avons même déployé notre porte-avions et il est sur zone - comme disent les militaires avec des avions qui peuvent intervenir à tout moment. C'est en Irak que nous portons l'effort, pourquoi ? Parce que c'est en Irak qu'il y a un état, une souveraineté, une armée qui peuvent lutter contre Daech et assurer la reconquête des territoires, c'est ce qui est en train de se produire avec des succès trop lents, mais des succès.

La Syrie, il n'y a pas d'Etat ou un régime et ce n'est pas pareil qui ne contrôle plus d'ailleurs son territoire et il y a des forces djihadistes, fondamentalistes autour de Daech pas seulement autour de Daech et nous ne pouvons pas intervenir si ça peut être un facteur favorable ou pour le régime pour continuer à massacrer sa population, ce qu'il fait avec des bombardements ou pour laisser une place à des groupes qui veulent en fait notre perte. Donc, nous soutenons ce que nous faisons d'ailleurs depuis deux ans, nous soutenons ce que nous appelons les forces démocratiques en Syrie et il y en a et les oppositions qui se sont coalisées hélas pas toujours avec la force nécessaire, par exemple au Nord de la Syrie, dans la zone de Kobané, nous avons pris nos responsabilités et aidé les Kurdes de Syrie à pouvoir se défendre et nous continuerons à le faire. Ensuite, il y a un lien toujours entre le terrorisme extérieur et le terrorisme intérieur, non pas qu'il y ait des réseaux constitués mais il y a des sources d'inspiration et il y a même des djihadistes hélas qui partent d'Europe donc de France aussi pour aller mener le combat en Syrie ou en Irak, ou au Yémen, eh bien nous devons faire en sorte d'empêcher ces départs et, lorsque ces individus reviennent, de les mettre hors d'état de nuire.

Anne-Sylvaine CHASSAGNY (Financial Times) : Une question sur la Grèce, s'il vous plaît. Est-ce que vous pensez concrètement que la décision du gouvernement grec de sortir du programme de sauvetage le 28 février est une option réaliste et vous avez dit que vous voulez respecter le vote du peuple grec, est-ce que ça veut dire que vous allez abonder, appuyer la proposition du gouvernement grec pour assouplir les contraintes budgétaires et échanger sa dette contre d'autres instruments ? Merci !

LE PRESIDENT : Ce que j'ai voulu dire et que je veux rappeler c'est qu'un peuple s'est exprimé nettement, sur un message, qui était le refus d'une austérité sans fin et en même temps l'ancrage dans la zone euro, si le gouvernement grec n'entendait pas rester dans la zone euro ou prenait des décisions qui étaient contraire aux règles européennes, la question serait forcément posée du soutien que je pourrais lui apporter. Mais dès lors que le gouvernement grec dans ses déclarations, dans ses démarches, entend aller vers l'acceptation de réformes - il veut même faire les réformes qui n'ont pas été accomplies par les prédécesseurs, notamment sur le plan fiscal - veut respecter ses engagements, notamment sur la dette il ne dit pas qu'il veut annuler la dette, il dit qu'il veut renégocier un certain nombre de ses termes et veut sur le programme qui était celui qui était présenté et qu'il devait respecter, même s'il était suspendu, qu'il veut continuer

ceui qui etait presente et qu'il devait respecter, meme s'il etait suspendu, qu'il veut avoir un cadre pour y travailler, eh bien travaillons-y. Et c'est ce que les gouvernements vont faire ! Et la décision de la Banque centrale conduit nécessairement et les Grecs et les Européens à se mettre autour de la table et à faire en sorte qu'un programme puisse être défini. Alors vous savez en politique souvent il ne faut pas utiliser les mots précédents, donc s'il s'agit de ne plus parler de programme, mais de cadre d'action, va pour le cadre d'action.

Hussein KNEIBER (Al Arabiya) : Monsieur le Président, le Liban, un pays ami de la France, est toujours à la recherche d'un président consensuel, un haut diplomate Français - monsieur Jean-François GIRAUD est sur place aujourd'hui, quelle aide la France pourrait apporter aux Libanais pour qu'ils puissent élire un président dans un contexte régional très tendu ? Merci !

LE PRESIDENT : Le Liban est un pays ami de la France et la France est d'une certaine façon garant de l'unité du Liban et de son intégrité. Il y a depuis plusieurs mois un vide au sommet de l'Etat puisqu'il n'y a pas eu l'élection d'un président de la République. Nous travaillons avec d'autres, car je pense que c'est aux Libanais d'en décider, pour que cette élection puisse avoir lieu dans les meilleurs délais. Quand je dis « d'autres », vous les connaissez les autres, c'est-à-dire y compris l'Iran qui est une des solutions aussi pour la résolution de ce problème. En ce qui concerne le Liban, la France a fait beaucoup pour donner au Liban les instruments de sa sécurité avec un accord que nous avons passé avec les Saoudiens pour que l'armée libanaise puisse être renforcée et c'est nécessaire.

Enfin, sur le Liban, il y a une charge très importante, oubliée bien sûr depuis que d'autres sujets ont surgi, c'est celle des réfugiés. La France avait pris l'initiative d'une conférence pour le Liban pour lui apporter les aides et les soutiens nécessaires, et elle continuera.

On va prendre encore quelques questions sur l'international pour, ensuite, passer aux questions nationales.

Thomas HANKE (Handelsblatt) : Vous avez mentionné votre travail, votre accord avec le gouvernement allemand, particulièrement en ce qui concerne l'Ukraine. Or, il n'y a pas que la politique étrangère en Europe, l'Europe est en train de changer, de bouger après les élections en Grèce et quand on regarde un peu plus loin vers cet automne, il y aura des élections en Espagne où très probablement il y aura une force qui est comparable à Syriza qui peut gagner les élections. Vous êtes très fortement sollicité, vous pouvez d'un côté continuer à travailler avec l'Allemagne sur le plan économique, financier et social dans la perspective d'une politique je dirais orthodoxe, donc réformes structurelles et assainissement budgétaire, ou vous pouvez donner votre support à une politique de gauche, réorienter l'Europe vers une Europe sociale, une Europe qui se donne les moyens de dépenser davantage. Qu'est-ce qui sera votre place dans cette Europe de gauche ou dans l'Europe orthodoxe ? Merci.

LE PRESIDENT : Je suis Européen, c'est ça la réponse. Je ne fais pas une Europe de gauche. Si je faisais une Europe de gauche, ce serait une petite Europe en ce moment, mais je ne fais pas une Europe de droite parce que ce n'est pas la conception que j'ai de l'Europe, ni ce qu'elle doit représenter pour les peuples. Je fais l'Europe, je fais avancer l'Europe et pour faire avancer l'Europe, il y a d'abord, vous l'avez dit, le compromis que nous devons avoir chaque fois avec l'Allemagne pour montrer le chemin. C'est notre responsabilité. Il n'y a pas d'Europe forte s'il n'y a pas un lien également solide, robuste ce qui n'empêche pas les différences d'approche parfois mais un lien solide et robuste entre la France et l'Allemagne.

Ensuite, l'Europe ce n'est pas l'Europe des riches contre l'Europe des pauvres. Ce n'est pas l'Europe du Nord contre l'Europe du Sud : c'est l'Europe. Quand il y a un pays qui est en difficulté, il y en a eu plusieurs, le rôle de l'Europe est d'apporter une solidarité mais aussi de faire faire des réformes. Pour ce qui concerne la Grèce, mais pour ce qui peut concerner d'autres pays vous avez cité l'Espagne c'est de faire en sorte qu'il puisse y avoir une politique de croissance à l'échelle de l'Europe. Regardez ce qui s'est passé depuis deux ans et demi. Il y a eu des réformes structurelles, la France en prend sa part. Il y a eu des redressements de comptes publics, la France doit encore y travailler. Et puis, il y a le soutien à la croissance, plan Juncker, la Banque centrale européenne, le niveau de l'euro qui est plus conforme à l'économie réelle. Il y a aussi des flexibilités qui ont été introduites. L'Allemagne et la France se sont retrouvées sur ces

politiques après un cheminement mais se sont retrouvées. Ce que nous devons faire à l'égard de la Grèce, puisque c'est elle qui aujourd'hui repose la question la question juridique est soulevée depuis quatre ans c'est de lui apporter ce que nous devons faire en termes de solidarité et en même temps de l'arrimer, de l'accrocher à la construction européenne.

Vous avez remarqué que depuis l'élection d'Aléxis TSÍPRAS, il n'y a pas eu un pays qui a demandé que la Grèce sorte de la zone euro. Pas un. Chacun sait ce qu'il a à faire. Ce qui fait peut-être la caractéristique de la France, chacun a son rôle et la France est un pays fondateur, la France est un grand pays européen, la France est la deuxième puissance économique de l'Europe, c'est qu'elle est capable de parler et aux uns et aux autres, et de les unir. Je n'emploierai pas le mot de synthèse puisque quelquefois il est mal compris, encore qu'il faut y réussir, mais l'enjeu c'est d'unir l'Europe.

J'ai évoqué tout à l'heure l'unité de la République. Ça, c'est l'enjeu majeur pour la France. Se retrouver sur l'essentiel même quand il y a des clivages, même quand il y a des sensibilités mais l'Union européenne, ça doit être un projet européen. Rien ne serait pire que d'humilier les Grecs, mais rien ne serait pire pour les Grecs de faire en sorte qu'elle voudrait faire chemin à part. Il n'y a pas de chemin à part, on est sur la même route mais on doit être plus ou moins accompagné. Florent GUIGNARD (Radio France Internationale) : Je voulais vous parler de la lutte contre le terrorisme en Afrique. Il y a dix mois, il y a eu un sommet ici-même à l'Élysée consacré à la lutte contre le terrorisme au Nigeria et contre Boko Haram. Quel bilan faites-vous de l'action sécuritaire menée depuis ce sommet alors qu'on a plutôt le sentiment que Boko Haram gagne du terrain ? Est-ce que la France pourrait s'engager davantage, est-ce que vous confirmez d'ailleurs que des avions militaires français ont récemment participé à des opérations ?

LE PRESIDENT : Dans ce sommet que vous rappelez, j'avais plaidé et j'avais été entendu pour que l'union africaine se dote d'une force ou de forces régionales capables de pouvoir intervenir. Et l'union africaine vient de décider d'ailleurs par rapport à ce qui se passe au Nigeria, au Cameroun de mettre en place cette force africaine pour y répondre.

Dans l'attente, le Tchad, le Cameroun, le Nigeria coordonnent leurs forces pour agir contre Boko Haram. Boko Haram, c'est une secte terroriste qui veut également conquérir des territoires et soumettre des populations avec des massacres effroyables. Les jeunes filles qui ont été enlevées, qui n'ont toujours pas été retrouvées, des enfants qui ont été massacrés et je ne veux pas ici faire la liste macabre de tout ce qui s'y produit.

Que fait la France ? Elle soutient de façon logistique, elle soutient de façon opérationnelle, y compris en fournissant carburants et parfois munitions. Elle soutient ces forces africaines qui luttent contre le terrorisme. Et qu'on me comprenne bien, la France, elle ne peut pas régler tous les conflits du monde. On l'appelle partout, en Libye où c'est le désordre le plus absolu, le chaos, on la sollicite. Au Nigeria, au Cameroun, dans la zone du Sahel on l'appelle. En Syrie j'ai été sollicité. La France, elle ne peut pas être la seule puissance du monde à agir avec des moyens militaires et financiers qui ont été rappelés. Donc il y a un message que je veux adresser à la communauté internationale, et aux plus grands pays, faites votre travail, ne faites pas la leçon, faites l'action. Ce n'est pas pareil, la leçon et l'action. Faites votre devoir, personne ne le fera à votre place.

D'abord c'est la communauté internationale, les Nations Unies, c'est le cas notamment pour la Libye et je veux saluer les efforts de Ban KI MOON qui fait tout ce qu'il peut avec le représentant spécial, pour essayer de réconcilier en Libye et de permettre qu'il y ait un jour la communauté internationale qui soit en appui. Mais je pense aussi aux grandes puissances du monde, Amérique, Russie qui ne peuvent pas regarder quelquefois. L'Amérique fait son devoir en Syrie et en Irak, la Russie essaie de concilier l'opposition syrienne, mais avec le régime, ce qui rend la tâche compliquée.

Mais regardez pour l'Afrique, nous devons aider les Africains, beaucoup plus pour agir contre le terrorisme. Et si nous ne le faisons pas, il y aura de nouveau des Etats qui seront déstabilisés. Le Nigeria, je le rappelle toujours, c'est la 20ème puissance économique du monde, la Libye, ce sont des puits pétroliers qui sont en ce moment attaqués, au Nigeria, il y a des actes de piraterie

qui maintenant mettent en cause un certain nombre de ressortissants de tous les pays du monde, voilà où nous en sommes. L'enjeu, il est mondial. Vous avez vu ce qui s'est produit, les journalistes japonais qui ont été lâchement assassinés.

Alors à menace globale, réponse globale, à danger international, action internationale, voilà ce que la France lance comme appel. Mais la France dans ce cadre là, elle prendra ses responsabilités, mais pas partout.

Grégory LAFONT (M6) : Monsieur le Président vous évoquez depuis quelques semaines maintenant et vous l'avez encore fait ce matin, le sommet sur le climat qui aura lieu à Paris en décembre. Et vous insistez sur l'exigence environnementale de la France en vue de cette échéance. Mais les politiques environnementales se construisent sur plusieurs années et vous avait quelque peu tardé à mettre en uvre les engagements de campagne en la matière. Par ailleurs les écologistes, vos alliés ou anciens alliés ont quitté le gouvernement, eux qui connaissent bien et maîtrisent ces dossiers. Alors ma question est la suivante, comment comptez-vous convaincre le monde que la France a bien pris le virage écologique ou se donne les moyens de prendre le virage écologique que d'autres pays ont pris avec plus d'avance que nous, notamment en termes de croissance vert et d'emploi vert, merci ?

LE PRESIDENT : Il est possible que des pays aient pris plus d'avance que nous, il n'y en a pas beaucoup. Mais la France, elle doit être forcément en tête sur ces questions là. Donc je ne discuterai pas le palmarès, j'essaierais de montrer qu'à travers la conférence environnementale, la feuille de route qui a été présentée hier, la loi sur la transition énergétique qui va plafonner la production nucléaire, faire monter les renouvelables, faire aussi un effort considérable en matière d'économie d'énergie, assurer la mobilité propre, bref, c'est une loi qui est regardée comme l'un des plus grands textes qui a été voté par un pays.

Nous avons réussi même à faire que les objectifs portés par la loi sur la transition énergétique puisse être ceux qui ont été retenus à l'échelle de l'Europe parce que l'Europe là aussi, elle a fait son travail et du bon travail sur les objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre, comme sur les économies d'énergies, comme sur le renouvelable.

Nous voulons faire voter une loi sur la biodiversité avec la création d'une agence sur la biodiversité. Nous voulons également une fiscalité biologique, elle a été mise en place et elle va monter en régime. Et ce n'est pas parce que le prix du pétrole baisse que nous devons relâcher notre effort, parce que nous avons besoin de cette révolution, de cette transition, de cette mutation. Et vous avez raison si la France n'est pas exemplaire, elle ne pourra pas convaincre, donc notre contribution va être élevée, c'est-à-dire que nous allons montrer que la France, l'Europe peuvent atteindre les objectifs qui permettent d'éviter que la planète à la fin de ce siècle ne soit en réchauffement de plus de 2°. Est-ce que nous pouvons encore faire davantage ? Sans doute puisque nous avons lancé un grand programme notamment pour le logement, de réhabilitation énergétique et il y a des dispositifs fiscaux qui ont été présentés, qui sont parmi les plus incitatifs d'Europe pour permettre cette mutation.

Et comme nous sommes européens, moi j'ai pris un principe, prendre ce qu'il y a de meilleur dans chacun des pays d'Europe. Et notamment pour ce qui a trait au renouvelable et à la mobilité des transports. Enfin il faut construire une union européenne de l'énergie. Ce n'est pas possible d'avoir 28 politiques énergétiques, même si chacun doit avoir sa propre politique de diversification énergétique, vous savez que la France a une part importante donnée au nucléaire, pour la production d'électricité. Mais nous devons avoir des règles communes pour que nous ayons aussi des politiques notamment pour le prix du carbone, qu'il puisse être particulièrement efficace pour atteindre les objectifs.

Mais vous avez insisté sur un point, si la France et l'Europe ne montrent pas l'exemple, nous ne pourrions pas convaincre la Chine et les Etats-Unis, or depuis plusieurs semaines, plusieurs mois, il y a des déclarations et elles sont importantes, des Chinois et le Premier ministre y était, des Américains, OBAMA, le président OBAMA a été particulièrement clair là-dessus pour que nous puissions réussir la conférence. Donc j'ai confiance et c'est pour cela que je vais me déplacer tout au long de ces prochains mois partout dans le monde, je commencerais par les Philippines à la

tin du mois de février avec NICOLAS HULOT. Pourquoi les Philippines, parce que c'est un des pays qui a été touché par les tsunamis, encore récemment et par les catastrophes naturelles. J'irai avec un certain nombre de personnalités pour lancer un appel pour que nous puissions engager la discussion et faire que les sociétés civiles puissent se mobiliser.

Ça va être plusieurs grands moments tout au long de l'année 2015, en France notamment. Les entreprises doivent être pleinement engagées, et je sais qu'elles en sont convaincues, car c'est une opportunité la croissance verte, donc il y aura plusieurs grandes réunions avec les entreprises, européennes, mondiales, pour aboutir à des résultats.

Enfin, dernier sujet, le fonds vert et la mobilisation financière. La France, là aussi, a dégagé 1 milliard de dollars, et va faire en sorte que nous puissions mobiliser des financements privés pour atteindre le chiffre de 100 milliards.

Alors, nos amis écologistes, comme vous dites, qui sont des spécialistes de l'écologie, mais pas que de l'écologie, n'ont pas le monopole de l'écologie, parce que ce serait finalement leur donner l'image qu'ils ne veulent pas avoir. La France doit être un pays écologique, on voit bien aussi ce qu'on peut faire sur le plan agricole, sur le plan industriel, parce que c'est une source de croissance, mais si les écologistes veulent venir participer à cette politique, ils sont les bienvenus. David DOUKHAN (Europe 1) : Depuis dimanche dernier le débat politique en France se concentre sur la législative partielle dans le Doubs, où nous assistons à un duel entre votre parti, le Parti socialiste, et le Front national. On vous a entendu, maintes fois, dire que lorsque l'on partage les valeurs du socle républicain, lorsqu'on est un citoyen qui est attaché à ces valeurs, on doit combattre le Front national par tous les moyens. Et pourtant l'UMP, avant-hier, a fini par opter, après des débats difficiles et vous disiez à l'instant que la synthèse n'est pas facile, toujours facile à obtenir et a opté pour appeler ses électeurs à, soit s'abstenir, soit voter blanc, et en aucun cas appeler à voter PS, qui est le seul moyen, finalement, dans cette législative, pour faire barrage au Front national. Alors, je m'adresse à l'homme de convictions, quel regard portez-vous sur cette position que l'UMP a finalement choisie, considérez-vous que c'est responsable, que c'est digne d'un parti républicain, d'un parti de gouvernement ?

LE PRESIDENT : Moi je suis le chef de l'Etat, je ne suis pas le chef d'un parti. Chacun connaît ma sensibilité, chacun, au moins ici, sait ce que j'ai fait pendant des années dans le cadre d'une responsabilité à la tête d'un parti. Et, dans ces circonstances, les partis n'ont pas toute la place, parce que ce sont les électeurs qui décident, mais ce que peuvent dire les partis c'est ce qu'ils pensent être l'enjeu, et ensuite donner leur propre orientation, qui n'influence pas toujours les électeurs, mais ça fait partie du débat.

Lorsque moi-même j'ai été confronté à cette situation, je l'ai été comme chef de parti, et dans des moments exceptionnels, dans un moment exceptionnel, qui était celui de 2002, où le candidat que je soutenais, Lionel JOSPIN, n'était pas au second tour, et où le choix qui nous était réservé était, ou le candidat de l'extrême droite, ou le candidat qui était le président sortant et qui représentait la droite républicaine. Ai-je hésité une seule seconde ? Le parti dont j'étais le responsable a-t-il tergiversé une seule minute ? Je ne dis pas que c'était simple, je ne dis pas que tous nos électeurs nous ont suivi, comment le savoir, ce que je sais c'est qu'à un moment il faut que des paroles soient dites.

Mais je ne suis pas là pour faire la leçon, ça serait trop simple, trop facile. Ce que je veux simplement vous confier, et à travers vous aux Français, c'est qu'il y a des partis qui sont dans la République, ceux qui concourent aux suffrages sont dans la République, ont des élus dans la République, ont le droit, donc, d'avoir des candidats, et donc des élus. J'ai parlé de l'unité nationale, tous les citoyens sont dans la République, et ont bien le droit de voter pour qui leur paraît conforme à leurs convictions. Mais est-ce à dire que tous les partis sont pleinement dans les valeurs de la République ? Non. Adhérent aux valeurs de la République ? Non. Au moins, à toutes les valeurs ? Sûrement pas. J'entendais une candidate parler de l'inégalité des races, est-ce que ça fait partie des valeurs de la République ? A partir de là il y a des choix qui peuvent être faits, et qui sont des choix de convictions. Mais, il faut éviter la confusion.

L'unité de la République ce n'est pas la confusion, des sensibilités, des philosophies, des convictions. L'unité nationale ce n'est pas l'union nationale avec un gouvernement d'union

commémorer le centenaire de la République, c'est pas le centenaire d'un gouvernement à elle-même sacrée, ça c'est une autre époque, l'unité de la République c'est des différences, qui doivent être regardées comme telles, et qui sont légitimes, mais il y a un moment où, au nom des valeurs, les électeurs doivent faire des choix, et je les laisse les faire avec leurs convictions, et quand ils sont capables de se réunir autour de la République, ils savent ce qu'ils ont à faire.

Isabelle TORRE (TF1) : Je voulais revenir sur les banlieues dont on a beaucoup parlé depuis les attentats terribles d'il y a un mois. Votre Premier ministre, Manuel VALLS, a employé le mot d'apartheid, alors je voudrais savoir si vous auriez vous-même employé ce mot, mais pour aller plus loin, est-ce que vous faites partie de ceux qui pensent que la société a une dette morale envers certains quartiers, laissés un peu à l'écart de la République, ou alors vous pensez au contraire que certaines communautés se sont exclues elles-mêmes des valeurs de cette République ? Merci.

LE PRESIDENT : Moi je ne reconnais pas les communautés, et je ne parle pas de dette, ou de crédit, je dis que tout citoyen de la République a les mêmes droits et a les mêmes devoirs. Je dis aussi que la République reconnaît tous ses enfants, où qu'ils soient nés, où qu'ils vivent, quel que soit leur parcours, leur couleur, leur religion, leurs convictions, et que la France a un devoir et ce n'est pas une dette le devoir, c'est un devoir qui est lié à la promesse même de la République et le devoir de faire que chacun de ses enfants, chacun de ses citoyens, puisse réussir sa vie, et ne pas avoir le sentiment qu'il est ségrégué, séparé, discriminé, écarté, mis de côté, parce qu'il vivrait dans le même ensemble, dans le même quartier, parce que son seul destin ce serait de le quitter, parce qu'il n'y aurait plus possibilité d'être véritablement ensemble.

La grande question qui nous est posée, mais elle ne date pas d'aujourd'hui, elle ne date pas du mois dernier, c'est : est-ce que nous avons la capacité de vivre ensemble, pas de vivre à côté les uns des autres, de vivre ensemble, pas simplement de nous parler, de nous regarder, mais d'échanger, de partager, de réussir ensemble ? Et quand il y a des fatalités de destins, parce qu'on vit dans une cité, parce qu'on va dans une école qui n'est pas la meilleure de France, quand on peut, même, avoir l'accès à l'université mais qu'on ne va pas dans les bonnes filières, dans les bonnes écoles, et quand même on fait tout ce parcours et qu'on n'a pas les mêmes droits à l'emploi, alors, il y a une souffrance, il y a une colère, qui d'ailleurs n'a rien à voir avec ce qui peut se faire par la violence, mais qui se traduit par justement la séparation, et le sentiment de la ségrégation, qui sont des insultes pour la République.

Alors, que faire ? Je vous ai dit, pendant 30 ans il y a eu des politiques, et moi je veux aussi les reconnaître, parce que cessons de dire qu'on découvrirait les sujets ou qu'on n'aurait rien fait depuis 30 ans. Il y a eu et je salue les élus qui ont participé, les ministres qui s'y sont dévoués pendant des années, quelle que soit leur sensibilité il y a eu des villes qui ont changé, des quartiers qui ont évolué. Et, qu'est-ce qui s'est produit ? Ce sont toujours les mêmes populations qui se retrouvent au même endroit, et quand une de ces familles arrive à en sortir, eh bien c'est une autre famille plus pauvre encore, qu'on remet là, parce que d'autres villes n'en veulent pas, et écartent la responsabilité.

Alors, il y a aussi plus de chômage dans ces villes-là, dans ces quartiers-là, il y a aussi plus de désarroi, d'abandon, pas simplement d'ailleurs dans les quartiers, aussi on le vit dans les zones rurales. Première décision, et le Premier ministre, avec le gouvernement, aura à la mettre en œuvre, c'est ce qu'on appelle le peuplement, et c'est ce qui a été indiqué. Nous devons faire en sorte que pour la loi SRU, de solidarité urbaine, elle soit strictement appliquée, que des communes ne puissent pas s'en dégager. Et, s'il le faut, les sanctions seront renforcées, le pouvoir des préfets sera lui-même conforté, pour prendre les décisions en matière de construction de logements dans ces villes-là. L'intercommunalité, qui est un atout pour justement réussir la mixité sociale, permettra également de faire une bonne répartition de la population. Les bailleurs sociaux seront mis devant leurs responsabilités. Trop de bailleurs sociaux s'arrangent pour que ce soit toujours dans les mêmes endroits qu'on mette les populations les plus difficiles. Il y a d'ailleurs trop de bailleurs sociaux, il faudrait qu'on fasse un travail de simplification, de réduction, il n'y a pas de raison. Et puis, enfin, il convient aussi qu'il y ait plus de logements qui soient créés, partout en France, et c'est le grand enjeu. Ça c'est le peuplement.

Ensuite il y a l'accompagnement. L'école, je l'ai dit, puisqu'il y aura un renforcement de l'éducation prioritaire, déjà les quartiers ont été mieux identifiés, ça vaut pour la politique de la ville comme pour la politique de l'école. Il y aura un accompagnement qui sera fait dans ce qu'on appelle la réussite éducative, formidable programme, qui marche, qui n'est pas assez diffusé, eh bien il sera généralisé là où nous avons considéré qu'il y avait des inégalités trop fortes.

Et puis les associations, formidable travail que font ces femmes, ces hommes, venant des quartiers, assurant, autant qu'il est possible, parfois la paix sociale, évitant la communautarisation, cherchant des interlocuteurs, ne les trouvant pas toujours, nous avons donc introduit des conseils de projets de ville dans tous les contrats qui ont été prévus dans le cadre de la politique de la ville, et le gouvernement veillera à ce que ces conseils soient entendus et respectés. Les crédits des associations, qui ont été considérablement diminués ces dernières années, seront non seulement préservés, mais augmentés, là où il y a justement une priorité qui doit être donnée à la politique de la ville.

Accompagnement, peuplement, développement. J'ai évoqué la création d'une agence de développement économique, pourquoi ? Il y a plein de dispositifs qui existent, les gouvernements sont toujours d'une grande richesse pour inventer, et donc ça se superpose, ça s'accumule, on n'y voit plus rien, on n'y voit plus clair. Donc, tout sera regroupé dans une agence, du développement économique, avec la Banque Publique d'Investissement, avec la Caisse des Dépôts, qui mettront tous leurs moyens. Cette agence de développement économique, comme il y a l'Agence pour la rénovation urbaine, suscitera la création d'entreprises, parce qu'il y a beaucoup de créations d'entreprises dans ces quartiers, beaucoup d'initiatives, et donc cette agence sera mise en place le plus rapidement possible. Les fonds existent, pas besoin d'en rajouter, il faut les déployer là où c'est nécessaire.

C'est un enjeu, c'est un enjeu pour l'égalité des territoires, mais je ne veux pas qu'on oppose, comme c'est fait souvent, alors les quartiers, par rapport aux centres urbains, là où il n'y aurait pas de pauvres ? Il y a aussi des pauvres dans les centres urbains, et notamment dans les petites villes. Et également l'espace de la ruralité ou de la péri-ruralité. Donc nous avons un grand enjeu qui est la présence des services publics dans tous ces quartiers-là, et dans tous ces espaces ruraux-là.

Et aussi, avec ce qui va être une priorité du gouvernement, le numérique, l'enseignement du numérique, la formation au numérique, la création d'emplois par le numérique. Une grande école du numérique sera créée, elle sera chargée justement de diffuser ces formations partout sur le territoire, en plus de ce qui va être fait dans le cadre de l'enseignement. Il y a eu déjà des initiatives privées en matière de formation au numérique, c'est excellent. On devra rassembler aussi des moyens. Mais, il ne peut y avoir de développement que s'il y a une politique économique qui permet la création d'entreprises.

Je réunirai très prochainement les Assises de l'entrepreneuriat, parce que je crois à l'entreprise, au sens de la création de richesses, au sens aussi, pour ces jeunes, de la possibilité qui doit leur être donnée de réussir, d'entreprendre, d'engager. Et donc nous prendrons, là encore, tous les moyens pour que dès l'école il y ait cette culture de l'entreprise et que, après - je l'évoquais, les lycées professionnels, l'apprentissage - qu'on puisse conduire ces jeunes vers des métiers et aussi vers l'installation à leur propre compte, pour réussir leur vie.

LE PRESIDENT : C'est un enjeu qui n'est pas simplement que citoyen, on le voit bien, il est économique, on a une chance en France, on ne la saisit pas toujours, nous serons bientôt le pays le plus peuplé d'Europe, en 2050, nous avons une jeunesse, formidable jeunesse, qui peut aussi avoir ses troubles, ses interrogations, ses désespoirs, et quand on a une démographie forte, eh bien, on doit faire des politiques en faveur de la jeunesse. Et c'est ce que nous avons fait depuis deux ans et demi, que nous continuerons à faire. J'ai présenté la loi du ministre de l'Economie comme une loi pour les jeunes, parce que chaque fois qu'on donne à des jeunes la possibilité de créer, chaque fois qu'on leur permet d'avoir plus de simplicité pour réussir leur vie, notamment pour passer le permis de conduire, chaque fois qu'on permet à des jeunes de pouvoir accéder au financement, chaque fois qu'on permet à des jeunes de rentrer dans des marchés où ils sont

pour l'instant écartés, parce que ce sont des marchés fermés, parce que ce sont des rentes, eh bien, on favorise la fluidité, la mobilité. Et ça vaut pour tous les territoires.

Laurent JOFFRIN (Libération) : Monsieur le Président, il y a un an, sous votre impulsion, votre gouvernement a annoncé un certain nombre de mesures, plus favorables à l'entreprise, ce tournant a parfois été qualifié de social libéral, depuis, il y a eu plusieurs symboles, il y a le « J'aime l'entreprise » de Manuel VALLS, il y a eu des dispositions de la loi Macron. Et manifestement, cette ligne politique a déconcerté une partie des gens qui ont voté pour vous. Donc est-ce que vous allez poursuivre dans cette direction jusqu'à la fin du quinquennat ou bien, est-ce que cette ligne sera infléchie, amendée plus vers la gauche, pour revenir, diraient certains, vers la gauche ? Est-ce que vous serez un président de gauche jusqu'à la fin ?

LE PRÉSIDENT : Mais je le suis depuis le début, parce que, quand je fais le choix de l'économie, de la croissance, c'est pour qu'il y ait plus d'emplois, ce n'est pas pour faire plaisir à une catégorie, pour me faire estimer par un certain nombre de commentateurs, ce qui d'ailleurs n'a pas été le cas, ou pour me faire adouber par je ne sais quel milieu. C'est bien parce que je pense que c'est indispensable pour que l'économie française soit plus compétitive, plus créatrice, qu'il y ait plus d'investissements, d'ailleurs, l'investissement reprend, repart, pour qu'il y ait la capacité pour les entreprises françaises de pouvoir faire valoir leurs atouts à l'échelle du monde, parce que je veux une France comme je l'ai dit forte pour pouvoir distribuer des richesses. Mais la mission que je me suis donnée, c'est la mission, et les événements qui se sont produits n'ont fait que renforcer cette conviction, c'est une mission d'unité, de réconciliation, mais non pas simplement autour de valeurs qui seraient vides de sens, autour de l'égalité, autour de la justice, autour de ce que doivent être les droits et les devoirs d'une jeunesse qui attend beaucoup de nous.

C'est la raison pour laquelle pendant les deux ans et demi qui me restent dans ce mandat, j'agirai sur les grands sujets, que sont : l'école, parce que, ce que nous avons déjà posé comme bases maintenant nous permettra d'aller beaucoup plus loin encore, pour la réussite, pour la lutte contre le décrochage, pour l'excellence, pour la transmission des valeurs de la citoyenneté, beaucoup plus loin sur l'égalité entre les territoires, ce que je viens de présenter, beaucoup plus loin aussi sur la capacité que doit avoir notre pays pour avoir une meilleure santé, ça sera un projet de loi qui sera bientôt présenté, permettre que l'accès aux soins soit garanti, sans que d'ailleurs les professionnels aient à s'en inquiéter, par exemple, le tiers-payant ne sera mis en place que si un mécanisme simple de paiement est possible pour les professionnels de santé. Mais faire en sorte que sur le territoire, chacune et chacun puissent accéder aux soins, c'est un principe essentiel. J'irai plus loin aussi sur la nécessité de faire que, notamment pour les plus jeunes, il puisse y avoir l'accès à l'entreprise, à la création, à l'initiative, et puis, il y a tout ce qui est relatif au numérique, qui va être le grand enjeu, là aussi, d'égalité, pour qu'il n'y ait aucune fracture, aucune frontière. Donc c'est l'égalité qui va être la clef pour entrer pleinement dans la réussite. Et si j'avais encore un doute sur cette capacité qu'a le peuple français de s'investir dans de grandes tâches, dans de grandes missions, les derniers événements l'auraient levé.

Ce qui m'a frappé dans ce qui s'est produit, au-delà du drame, c'est qu'à un moment, les Français, que l'on dit toujours attachés à leurs intérêts, à leurs privilèges, à leur situation, sont capables de se lever pour d'autres choses que simplement la recherche d'un intérêt ou d'une protection ou d'un financement, simplement pour être la France. Et s'ils sont à ce point mobilisés sur l'essentiel, c'est parce qu'ils croient en leur pays, ça a été tout le sujet depuis deux ans et demi : est-ce que la France y croit ? Est-ce qu'on est fiers de nous ? Est-ce qu'on peut réussir ? Et en quelques jours, parce qu'il y avait eu cette épreuve, nous avons été capables de montrer qu'on était un grand pays, qu'on était capable de nous rassembler, de lever tant d'obstacles qui étaient sur notre route, de ne pas être dans la vengeance, dans la revanche, dans la rancune, dans la régression, dans la peur. Eh bien, quand on a un pays qui a cette force-là, on doit le conduire pour aller plus loin, à gauche si on est de gauche.

Jean-Jérôme BERTOLUS (I-Télé) : aujourd'hui, cette conférence de presse est très liée, bien sûr, à l'esprit du 11 janvier, mais je voudrais savoir si l'esprit du 11 janvier ne se fracasse pas en quelque sorte sur votre politique économique, sous-tendue par une politique budgétaire très restrictive. On le voit avec la montée, semble-t-il, inexorable du chômage, qui est un facteur

récessive, on le voit avec la montée, semble-t-il, inexorable du chômage, qui est un facteur principal, voire exclusif de désagrégation sociale, on le voit avec la nécessité de renforcer les moyens pour les écoles, dans les quartiers avec les tensions dans la défense et la police, donc première question, et puis, tout petit droit de suite, dans les quartiers, on a donc évoqué le terme d'apartheid, est-ce que, finalement, ne faut-il pas aller jusqu'à une discrimination positive, le fameux plafond de verre, et est-ce que vous seriez prêt enfin, diront certains à gauche, à mettre en uvre des statistiques ethniques ?

LE PRESIDENT : France, elle aime bien les débats qui ne servent à rien, statistiques ethniques, on en parle depuis des années, et on va faire quoi ? Il y aura les pour, les contre, ceux qui diront : mais c'est de la discrimination, puisqu'on va mettre des personnes sur des listes, qui auront des droits que les autres n'auront pas, et puis les autres vont dire : mais, on ne veut pas être, nous, regardés comme étant une population qui vient d'où ? Les Français, ils seraient regardés selon leur couleur, leur origine, leur quartier ? Non, nous pouvons regarder ce qui se passe par rapport à des lieux de vie, pas besoin de faire des statistiques ethniques, regardez où vivent un certain nombre de nos compatriotes, et vous verrez les problèmes de chômage, les problèmes de scolarité, les problèmes de réussite, voire même la capacité de créer une entreprise. Donc ce débat-là n'apporterait rien, mais il ne sera pas clos par ma propre intervention, je vous fais confiance, il est infini, éternel. Faisons là où nous connaissons la réalité.

Deuxièmement, sur la discrimination positive, c'est comme la laïcité positive, pourquoi mettre positif partout ? Elle peut être négative, à quoi ça sert ? Il y a de la discrimination, elle existe la discrimination, la laïcité, elle est la laïcité, et donc je ne veux pas rentrer dans ce type de raffinement de vocabulaires qui, là, nous font perdre l'essentiel. L'essentiel, c'est l'égalité, appelons les choses comme la République les a appelées. Parce qu'elle ne s'est pas beaucoup trompée, la République quand elle s'est fondée, l'égalité, cette promesse qu'elle a faite, qui n'est pas simplement une égalité des droits, qui est aussi l'égalité des conditions, comment faire en sorte que nous puissions avoir des parcours qui nous permettent de nous accomplir.

La fraternité, on s'était posé cette question, pourquoi les Républicains avaient accolé à la liberté, on comprenait bien la liberté, l'égalité, c'était d'abord l'égalité des droits, mais la fraternité, pourquoi la fraternité ? On en a eu une illustration de la fraternité, il y a un moment où un pays a besoin de faire bloc, d'être ensemble, de regarder l'autre comme son semblable, et c'est pourquoi ce mot-là, il doit être absolument considéré. Et il n'y a pas de fraternité positive ou de fraternité négative. Enfin, sur la montée inexorable du chômage, non, il n'y a pas de montée inexorable du chômage, il y a eu une montée, et là, vous avez raison, du chômage depuis deux ans et demi, et j'en ai pris toute la responsabilité. Mais j'ai, à chaque fois, dit que je prendrai toutes les mesures économiques, industrielles, sociales pour qu'il n'y ait pas de fatalité.

Il y a un environnement qui est meilleur, incontestablement, est-ce qu'il suffit ? Non. Donc nous allons continuer les réformes, continuer autant que ce mandat durera, continuer, parce que, au-delà de textes qui sont encore en discussion, qui vont changer déjà beaucoup de choses, du pacte de responsabilité, qui est appliqué à partir du 1er janvier, donc on ne peut pas encore en apprécier tous les résultats, puisque c'est au mois de janvier que, il va rentrer pleinement en uvre, eh bien, nous continuerons, le dialogue social, ça sera aussi une réforme économique, parce que dans les entreprises, ça sera un atout, et puis, on aura aussi l'actualisation à faire de l'accord interprofessionnel sur la sécurité de l'emploi, et ça sera un facteur, là aussi, qui permettra aux entreprises et aux salariés d'avoir des possibilités de créer davantage d'emplois.

Et puis, nous continuerons, nous continuerons à simplifier, parce que ces grandes réformes que nous avons engagées, continueront aussi à créer de l'activité économique par la transition énergétique, la croissance verte, nous continuerons jusqu'au bout, et j'ai même dit que je serai jugé sur ce résultat-là, parce que si, après cinq ans, un président de la République n'arrive pas à atteindre l'objectif qu'il s'est fixé pour être élu, eh bien, il ne peut pas être de nouveau candidat à la responsabilité suprême du pays. Mais je ne le fais pas pour cet objectif-là, je ne le fais pas pour mon propre emploi, je le fais pour la conviction que j'ai que, effectivement, l'économie, l'emploi, la création de richesses, c'est essentiel. Mais je vais vous donner le fond de ma pensée, si vous croyez que c'est même en baissant le chômage et il faut baisser le chômage qu'on en terminera

avec l'extrémisme, avec le désarroi, avec la peur, avec l'instrumentalisation de l'islam, avec la ségrégation qu'une partie de la population voudrait organiser avec une autre ? Si vous pensez qu'on en aura terminé parce qu'on aura réussi sur le plan économique il faut réussir sur le plan économique on n'aura pas terminé avec ces questions-là.

Vous avez vu ce qui se passe en Allemagne, vous avez vu ce qui se passe dans certains pays, qui ont un niveau de protection sociale élevé, et quelquefois, un chômage plus faible que le nôtre, Suède, Finlande, ce qui se passe en Europe est une menace, est une menace considérable, et que nous devons régler en Européens, mais aussi, que nous devons régler dans notre pays. Parce que, un pays qui est touché par le populisme ne peut pas avoir aussi un rayonnement international, parce qu'on le regarde un peu différemment, et moi, je n'accepte pas d'être regardé comme un pays qui aurait à défendre ses convictions. Nous l'avons montré.

David REVAULT D'ALLONNES (Le Monde) : Depuis le mois de janvier, l'exécutif, au premier chef, ses principales figures, bénéficie d'un regain certain de crédibilité, de popularité, estimez-vous que celui-ci sera durable, et notamment qu'il se traduira dans les urnes, au-delà de la législative partielle de dimanche, dans le Doubs, et dans la perspective des prochaines élections départementales des 22 et 29 mars ? Et puis, deuxième question, sur le contexte économique et social qui, contrairement aux précédentes conférences de presse, a été assez peu abordé ici, vous aviez dans la première moitié de votre quinquennat formulé des pronostics optimistes concernant la reprise, la croissance, et des engagements concernant le rythme de réduction des déficits, le chômage, ceux-ci ne se sont pas vérifiés, est-ce que vous êtes prêt, au vu des indicateurs économiques favorables au niveau international, à vous engager à nouveau, vous évoquiez le chômage à l'instant, est-ce que vous prendriez un engagement, et est-ce que vous formuleriez à nouveau d'autres pronostics optimistes sur la croissance, les déficits d'ici la fin de votre quinquennat ? Merci.

LE PRESIDENT : Est-ce que je peux prévoir les élections ? Non. Ce sont les Français qui décident des élections, pas les plus hautes autorités de l'Etat ou pas les chefs des formations politiques. Ils auront à se prononcer, il y a deux scrutins, l'élection départementale en mars, élection régionale en décembre. Est-ce que l'élection partielle du Doubs est une indication ? Trop tôt pour le dire, le second tour n'a pas eu lieu. Mais on sait qui est arrivé en tête dans le Doubs, et je ne dois pas oublier cette réalité, je viens de m'exprimer par rapport à cette menace, à ce danger, à ce risque pour notre pays. Ensuite, la popularité, la popularité ne doit jamais être un facteur de décision, moi, j'ai pris des décisions avec une popularité très faible, j'ai pris des décisions et j'en prendrai avec une popularité un peu plus élevée. Mais je prendrai toujours des décisions, ce qu'on attend du président de la République, ce n'est pas de prendre des décisions en fonction de la popularité, c'est en fonction de la réalité et en fonction aussi de la légitimité qui est la sienne.

Je prendrai des décisions jusqu'au bout, et quoi qu'il m'en coûte, parce que j'estime que ces décisions sont bonnes pour mon pays. Et je ne regarde pas ces sondages comme étant des sondages qui, d'un seul coup, m'autoriseraient à relâcher la pression, au contraire. Ce qui vient de se produire me crée une responsabilité plus élevée encore, parce que quand il y a une épreuve qui frappe un pays, qui m'a frappé, qui a frappé le gouvernement, mais d'abord frappé des familles, il y a deux choses qui apparaissent, comment faire partager la douleur, le malheur à l'ensemble du pays, et ensuite, comment être à la hauteur en prenant les décisions. Et je pense que j'ai forcément changé à la suite de ces événements, non pas que j'avais besoin de connaître ces épreuves pour être ce que je suis aujourd'hui, mais parce qu'elles vous transforment nécessairement, parce que ces épreuves ont aussi changé notre pays, il ne le sait pas encore, mais il a éprouvé une grande fierté avec un grand malheur, et une capacité à se rassembler. Et donc mon devoir, c'est de faire en sorte que ce qui s'est produit, à travers ce drame et en même temps ce sursaut, puisse être maintenant porté par ce que je suis, par ce que le gouvernement peut faire, pour que nous puissions faire avancer notre pays et j'allais dire presque en dehors même des échéances électorales qui arrivent. Parce que je veux que nous puissions tirer de cette terrible épreuve un avantage et une réussite collective. Ensuite, sur l'économie, vous avez raison de toute façon, j'ai posé l'essentiel des règles, des actes pendant les deux ans et

demi, j'ai dit qu'il y aurait encore des réformes, mais il y a des résultats, les résultats sont encore trop fragiles pour être considérés comme suffisants, les résultats, c'est que la croissance est déjà supérieure à ce qu'elle était, les résultats, c'est que l'investissement repart, les résultats, c'est qu'on maîtrise un peu mieux les déficits, même si c'est encore trop de déficits. Mais ce qui va compter essentiellement, c'est la capacité de la France à penser qu'elle est sur le bon chemin, la confiance, c'est le mot clef, la confiance.

Quand les Français auront la conviction, ils peuvent maintenant la saisir par eux-mêmes, que nous sommes sur la bonne direction, que nous avons mis les bons principes, que nous avons défini les bonnes politiques, qu'il y a un environnement qui nous est favorable, alors, il faut y aller, le gouvernement doit montrer l'exemple, il doit y aller, plus d'audace, plus de réformes, et les Français doivent y aller aussi, et les entreprises, parce que c'est aussi à elles maintenant de prendre leurs responsabilités, il y a toujours des risques, je les prends les risques, le pouvoir les prend, sur la scène intérieure, sur la scène internationale, le rôle d'un chef d'entreprise, et je sais que c'est partagé, c'est de prendre des risques, et c'est maintenant que vient le moment.

Michel URVOY (Ouest France) : Vous parliez de confiance. L'esprit du 11 janvier n'a toutefois pas gommé toute la défiance, en particulier à l'égard de la classe politique, à l'égard des représentants du peuple. Notre démocratie ne fonctionne pas toujours très bien et le Parlement n'est pas parfaitement représentatif et la démocratie sociale est souvent laborieuse et la démocratie environnementale, si je puis la qualifier ainsi, donne lieu à des contestations à peu près systématiques de tous les projets valablement adoptés. Ma question est de savoir si vous pensez aujourd'hui nécessaire et politiquement opportun de moderniser ces institutions pour qu'elles soient 1°) plus représentatives et 2°) plus efficaces.

LE PRESIDENT : La défiance à l'égard des institutions, elle est là. C'est vrai. Elle est d'ailleurs davantage par rapport à la parole politique que par rapport aux institutions elles-mêmes, qu'il ne faut d'ailleurs pas accuser de tout. Ce qui compte, c'est la pratique de ces institutions. C'est la manière avec laquelle on les met en œuvre, mais je n'esquiverai pas la question. La démocratie sociale doit changer et il y aura des décisions qui seront prises par la loi, en tenant compte des discussions qui ont eu lieu entre les partenaires sociaux.

La démocratie participative doit changer. C'est la grande réforme que nous avons lancée, notamment par rapport au débat qui doit précéder tous les grands projets d'équipement ou d'investissement. Je suggère d'ailleurs qu'il y ait des consultations plus fréquentes des populations qui pourraient être liées avec les élections locales. Pourquoi, chaque fois qu'il y a des élections locales, ne pas soumettre un certain nombre de projets qui ont été déjà discutés et débattus et qui sont dans une impasse ?

Sur la démocratie associative, je pense qu'elle doit être également consolidée. C'est le cas notamment dans les villes et dans les quartiers avec la mise en place de nouveaux lieux de délibération, de consultation et de participation. Reste la démocratie politique. Beaucoup a été fait, même si on n'en a pas toujours conscience : non-cumul des mandats, transparence, révision d'un certain nombre de procédures parlementaires, référendum d'initiative populaire même si trop de complications empêche que cet instrument soit pleinement utilisé.

Que faudrait-il faire ? Beaucoup s'interrogent sur des réformes globales, décisives. Ne plus élire le président de la République au suffrage universel, je ne suis pas le mieux placé pour répondre à cette question mais je ne crois pas que ce soit la voie d'avenir, c'est la voie du passé. Supprimer le poste de Premier ministre, certains ont fait cette proposition. Moi, je pense qu'on peut très bien gouverner avec un Premier ministre dès lors qu'il y a l'harmonie, dès lors qu'il y a une bonne organisation du travail dans l'exécutif, un partage des tâches. Chacun doit être à sa place, en cohérence et en confiance. C'est le cas. Est-ce qu'il faudrait recourir à plus de référendums ? Ceux qui vous disent ça sont généralement ceux qui ne les organisent pas. On sait très bien ce que des référendums peuvent provoquer, ça ne veut pas dire que la question parfois ne peut pas être posée.

J'avais dit par exemple que si on devait aller vers un service civique obligatoire, le peuple devrait être consulté, même si ce que je propose aujourd'hui est un service civique universel, c'est-à-dire que toute personne tout jeune de moins de vingt-cinq ans qui fera la demande de faire un

que toute personne, tout jeune de moins de vingt-cinq ans qui fera la demande de faire un service civique de huit mois, et il y a de multiples actions à engager, avec une grande agence qui sera renforcée, l'agence de service civique, tout jeune pourra faire un service civique dès le 1er juin à sa demande. Nous savons qu'il y a aujourd'hui quatre fois plus de demande qu'il n'y a de service civique proposé. Tout jeune qui se présentera à partir du 1er juin de cette année pourra faire un service civique, ce qui va supposer de mettre toutes les collectivités, toutes les associations, tous les ministères, en capacité de proposer cent cinquante mille ou cent soixante mille missions dans un délai particulièrement court, mais enfin qui peut s'étaler sur plusieurs mois.

J'ai évoqué la réserve citoyenne aussi pour susciter cette participation, mais je reviens aux institutions. Je pense que ce qui rétablit la confiance des Français à l'égard de ceux qui les gouvernent, c'est à la fois l'exemplarité et c'est l'efficacité. Enfin, c'est la capacité de nous retrouver ensemble. Je reviens sur ces trois points.

Exemplarité : chaque fois qu'il y a une faute, chaque fois qu'il y a un manquement, il doit y avoir une sanction. Ça vaut pour les ministres, ça vaut pour les parlementaires, ça vaut pour les hauts-fonctionnaires. Il n'y aura pas d'entorse à cette règle, y compris par rapport à des affaires qui sont en cours. Parce que des fautes peuvent toujours être commises, chacun peut le comprendre, les Français les premiers, en se disant : « Nul n'est à l'abri de la pression, de l'envie, parfois de l'infraction ». Mais celui qui exerce un mandat au nom des autres, une fonction au nom de l'Etat ou de l'intérêt général ne doit pas pouvoir rester en responsabilité s'il a commis cette transgression. Exemplarité. L'exemplarité suppose aussi une indépendance de la justice. Je souhaite qu'elle puisse être non seulement garantie mais renforcée. J'ai plusieurs fois fait cette proposition, ça ne peut venir que d'une révision constitutionnelle et l'opposition est directement concernée par cette interpellation.

Deuxième point, l'efficacité. Ça rejoint la question qui était posée. S'il n'y a pas d'efficacité de l'action publique, il n'y a pas de confiance dans la parole publique. Bien sûr qu'il y a toujours des situations qui permettent d'expliquer que les résultats ne sont pas au rendez-vous, que l'environnement international est trop lourd, que les prix du pétrole ou autres ont créé je ne sais quelle obligation. Là, on aura du mal à justifier un trop haut niveau de prix ou des taux d'intérêt trop élevés. Il y a donc une responsabilité là aussi. Ce que je demande au gouvernement, ce que je demande à l'ensemble des acteurs publics, c'est d'être efficaces et quelquefois même de dépasser toutes les contraintes administratives, toutes les lourdeurs, toutes ces procédures parce que le Parlement devrait réfléchir sur les procédures. Est-ce que c'est possible de faire pendant plusieurs mois un débat sur un texte qu'on considère comme urgent, avec plusieurs lectures, avec des nuits passées ? Est-ce que c'est encore possible dans une démocratie aujourd'hui, alors qu'il y a tant d'urgences ? Si on ne réfléchit pas à ces questions-là, on se dit : « On fait comme si la société n'avait pas changé ». Dans une entreprise, quand il y a une décision à prendre, ça ne prend pas des semaines ou des mois. Même dans une collectivité, ça va vite. Donc, il nous faut changer ces procédures et c'est vrai pour le Parlement et c'est vrai pour le gouvernement. Aller beaucoup plus vite.

Ensuite, il y a l'unité. Je pense que ce qui fait défaut aux acteurs politiques, et je ne veux pas les distinguer, c'est qu'il y a des clivages et ils doivent être clairs aux yeux de tous. Nous ne pensons pas tous la même chose. Les Français ne pensent pas tous la même chose. Des partis politiques existent et je les respecte. Ils concourent à l'expression du suffrage et ceux qui mettent en cause les partis sont ceux qui souvent vont créer leur propre parti. Nous devons avoir ce respect-là pour les formations politiques. Mais au-delà de ces clivages, au-delà de ces sensibilités, au-delà de ces différences, il y a des moments, il y a des sujets où on doit être tous ensemble. Ce qui était saisissant lors des épreuves du mois de janvier, c'est que les Français avaient besoin d'être ensemble et que nous soyons tous ensemble. Ceux qui ne l'ont pas compris se sont mis, à mon avis, non pas de côté mais à côté de ce mouvement.

Là encore, pourquoi n'y aurait-il pas des sujets on a évoqué un certain nombre : la défense nationale, la sécurité, la lutte contre le terrorisme, l'action diplomatique, la dignité humaine, les questions de fin de vie, les questions d'éthique pourquoi on ne serait pas ensemble sur ces sujets-

là ? C'est parce que souvent il y a des divisions qui ne sont pas comprises par les Français qu'il y a cette contestation. La réforme des institutions, c'est d'abord la réforme de celles et ceux qui sont dans les institutions.

Eric HACQUEMAND (Le Parisien) : Dans votre introduction, vous avez légèrement évoqué le culte musulman, il existe depuis 2003 une organisation qui a été créée par Nicolas SARKOZY, qui s'appelle le CFCM, est-ce que vous pensez aujourd'hui que cette organisation est totalement dépassée, qu'il faut la réformer, qu'il faut l'élargir pour la rendre plus représentative ? Il y a aussi un autre débat concernant la laïcité et la réforme de la loi de 1905, est-ce que vous êtes favorable par exemple au financement public d'un certain nombre de mosquées et de lieux de culte pour permettre l'intégration de l'islam de France ?

LE PRESIDENT : Le culte musulman est organisé depuis plusieurs années, ça a été un long cheminement, mais n'a pas la capacité suffisante de faire prévaloir un certain nombre de règles, de principes partout sur le territoire, même si c'est son intention. Donc ce que j'ai demandé au gouvernement, au ministre de l'Intérieur, c'est de travailler pour renforcer la représentativité de cette organisation, de ce conseil, et surtout de travailler avec lui pour régler des questions bien précises : les aumôniers dans les armées, dans les prisons, la sécurité des mosquées, la formation des imams, est-ce que nous devons recevoir des imams venant de l'étranger sans règles, sans contrôles, sans formation ? Non. Et nous devons tous y travailler. Nous sommes pleinement dans la laïcité. C'est-à-dire que ce n'est pas l'Etat qui va organiser à la place du culte, mais l'Etat avec le culte musulman, comme il a pu le faire dans d'autres périodes de notre histoire, avec d'autres religions, fait en sorte que puissent être respectées pleinement les règles de la République. Ensuite, sur la loi de 1905, il n'est pas question de modifier la loi de 1905. Il y a aujourd'hui toutes les façons de permettre au culte musulman, d'ailleurs comme à tous les autres cultes, de pouvoir pleinement assurer la liberté de conscience.

Laëtitia KRUPA (France 5) : Contrairement à Nicolas SARKOZY, contrairement à Jacques CHIRAC, qui vous ont précédé, vous acceptez à vos côtés une caméra en immersion, pour un documentaire, notamment au début de votre quinquennat, là, il y a encore une caméra qui vous suit, à quoi ça sert ? Est-ce que ça sert à l'histoire ? Est-ce que ça sert à la pédagogie ? Ou à flatter votre ego ?

LE PRESIDENT : Je ne savais pas qu'une caméra s'était glissée ici, je pensais que nous étions seuls, et que personne ne nous regardait. Mais s'il y a une caméra fantôme, qu'elle se dénonce rapidement. J'ai peur qu'elle dévoile des images qui ne devraient jamais être montrées. Donc Ecoutez, moi, je réponds à des sollicitations, il y a des journalistes, pas simplement de la presse audiovisuelle, mais aussi de la presse écrite, qui veulent non pas faire un stage en immersion, mais tout simplement voir comment c'est de l'autre côté, j'imagine, je laisse voir ce qui peut être vu. Même si tout ne peut pas être vu. Non pas qu'il y aurait du mystère, non pas qu'il y aurait du secret nécessairement, oui, il y a quand même ce qui est relatif à la décision de l'Etat, ce qui ne peut pas être forcément connu de tous, mais sur la façon que j'ai de travailler, moi, je n'ai rien à cacher.

Cécile AMAR (Le Journal Du Dimanche) : Il y a eu beaucoup d'incidents dans les écoles pendant les minutes de silence, est-ce que les enseignants sont assez formés ? Comment ramener ces jeunes dans le giron républicain et ultime question, est-ce que c'est raisonnable de convoquer des enfants pour apologie du terrorisme ?

LE PRESIDENT : Alors est-ce qu'il y a eu des incidents, oui. Et est-ce qu'il y en a eu beaucoup, non. Il y en a eu trop. Et donc nous avons fait en sorte de tous les connaître pour pouvoir tous les apprécier. Et tous, non pas les comprendre, ce n'est pas notre intention, mais en tout cas de tous les identifier pour essayer de voir ce qui avait conduit à ces incidents et ce qu'ils traduisent.

Forts de ce travail, nous pouvons agir là où ça a été particulièrement important, ou significatif et le ministère a déjà engagé cette procédure. Il y a eu des sanctions qui ont été prises, sanctions à l'égard des élèves parce que lorsqu'il y a des manquements, lorsqu'il y a des insultes, lorsqu'il y a des transgressions, elles doivent être immédiatement sanctionnées et expliquées. Il n'y a pas deux poids, deux mesures. Là il y a lorsqu'il y a un rite, une minute de silence, un moment de

recueillement, il y a une adhésion qui doit être commune, après des morts, des assassinats. Enfin est-ce qu'il y a eu des débats, oui il y a eu des débats dans les écoles, dans les collèges et c'était très utile. Et je veux saluer le corps enseignant qui a fait en sorte d'aller au-delà même du recueillement, et d'expliquer.

Expliquer le droit aussi, ce qui peut être dit, ce qui ne peut pas être dit. Ce qui peut être fait, ce qui ne doit pas être fait. Est-ce que les enseignants sont bien formés pour assurer cette tâche ? Maintenant les enseignants sont formés, enfin depuis quelques années puisque nous avons réintroduit les écoles du professorat, ils ne l'étaient pas pendant plusieurs période. Est-ce qu'ils sont suffisamment formés à cette transmission, de la laïcité, de ses valeurs, de ces règles de droit, de cette relation avec les élèves, et notamment dans un certain nombre de quartiers ? Non, et c'est pourquoi nous allons renforcer la formation initiale, notamment sur les questions de transmission de la laïcité, également sur l'histoire, des religions, et aussi sur la gestion de ces incidents.

Est-ce que nous devons aussi aller plus loin dans la formation continue, c'est-à-dire des professeurs qui y sont depuis plusieurs années, parce que parfois on dit ce sont les plus jeunes professeurs qui sont dans les quartiers les plus difficiles, c'est vrai. Il ne faut pas dire qu'ils n'assument pas bien leurs tâches, quelquefois ils le font avec encore plus d'autorité, mais il y en a d'autres qui peuvent être aussi demandeurs de plus de formation, et ils l'auront.

Ensuite, sur les jeunes qui ont été convoqués, ou les très jeunes, là aussi la ministre a fait l'enquête qui convenait, ce ne sont pas les jeunes qui sont convoqués, ce sont les parents de ces jeunes, et ce n'est pas contre des enfants que les plaintes ont été déposées, mais éventuellement contre des familles qui n'auraient pas assuré leurs tâches de parentalité. Mais aucun jeune de 8 ans, de 9 ans, ne va être soumis à une sanction pénale, ça ne veut pas dire qu'il n'ait pas une sanction dans son établissement, mais une explication, qui devra lui être donnée, et une formation, si c'est nécessaire.

Mais, pour revenir à cette question du lien avec les enfants, dans un certain nombre de quartiers, moi je veux saluer le travail qui est fait. On souligne les incidents. J'ai reçu les chefs d'établissements, de beaucoup de ces villes, et tous m'ont dit combien le travail en équipe était nécessaire, et combien nous aurons à faire que ces établissements aient les moyens nécessaires dans le cadre de la réforme, du collège notamment, pour mener à bien cette tâche éducative. L'école, c'est la transmission du savoir, et c'est la transmission des valeurs. On va prendre encore quelques questions.

Laurence THEATIN (France Ô et Outre-mer Première) : Vous venez de parler, Monsieur le Président, de la République des quartiers sensibles. Il y a en Outre-mer quelque chose qui marche, c'est le service militaire adapté, 77 % d'insertions réussies, ça ne s'applique que dans ces collectivités. L'Armée, vous le savez, forme des jeunes issus des quartiers sensibles, souvent en décrochage scolaire, à des métiers très recherchés par les entreprises, comme dans la boucherie ou la restauration, l'Armée leur transmet aussi des valeurs, la citoyenneté, le respect de l'autorité ou, simplement, être à l'heure. Alors, est-ce que vous seriez prêt à étendre ce dispositif dans les quartiers sensibles de l'hexagone, et d'en donner les moyens à l'Armée ?

LE PRÉSIDENT : Vous avez parfaitement raison, le service militaire adapté Outre-mer a montré des réussites exceptionnelles, 5000 jeunes sont formés chaque année dans le cadre militaire, mais pour exercer des métiers qui vont correspondre aux besoins de l'économie. C'est une institution, d'ailleurs, le système que vous venez de décrire, le service militaire adapté, ça fait des décennies que ça existe. J'ai donc décidé, avec le gouvernement, qu'il y aurait également une expérimentation en métropole, il y aura trois centres qui seront créés, nous verrons les lieux où nous pouvons les disposer, pour que nous puissions en tirer tous les enseignements, et que nous puissions avoir les mêmes résultats.

Nous avons aussi sur les EPIDE, c'est des établissements, il y en a 18, qui marchent également avec un encadrement différent, mais qui peuvent être tout à fait conformes à l'esprit qui est celui du service militaire adapté, il y a 18 EPIDE, et nous pourrions augmenter du quart le nombre de ces établissements. Je prends une dernière question, et après c'est fini.

Iérôme CHADIHS (DTI) : D'abord, si vous permettez un droit de suite à la question de mon

JEAN-PIERRE CHIFFOLEAU (RTE) : D'abord, si vous permettez un droit de suite à la question de mon confrère de Ouest-France, tout à l'heure quand vous évoquiez les institutions, vous n'avez parlé ni du droit de vote des étrangers, ni de la baisse du nombre de parlementaires, ni de la proportionnelle. Est-ce à dire que vous excluez ces trois réformes ? Et puis question concernant une déclaration de Pierre MOSCOVICI. Le commissaire européen a déclaré, pendant votre conférence de presse, que la France devrait faire des efforts supplémentaires concernant la réduction de ces déficits. Je voulais savoir comment vous accueillez cette déclaration, tant sur le fond, faut-il aller plus loin que ce qui a été voté en juin dernier pour les trois prochaines années, et puis sur la forme, à trois jours d'une élection dans une circonscription que monsieur MOSCOVICI connaît bien et où le Front national, antieuropéen, est arrivé en tête ?

LE PRESIDENT : Je vais être, pardon, cursif, puisque c'est la dernière question. Moi je n'engagerai de réformes que si elles sont consensuelles sur les institutions. Le droit de vote des étrangers, je suis favorable, je l'ai proposé, et il ne tient qu'à l'opposition de pouvoir participer à cette introduction. Pour l'instant, elle s'y refuse. Il faut une révision constitutionnelle, une majorité des 3/5ème, une majorité à l'Assemblée et au Sénat, vous avez les conditions. Sur le mode de scrutin. Je suis attaché à la stabilité et au fait majoritaire, même s'il peut toujours y avoir une meilleure représentation. Mais je ne vais pas ici, au moment où nous en sommes, penser que c'est une réforme d'un mode de scrutin qui va répondre à l'exigence d'unité républicaine que nous venons ici de proclamer. Quant au nombre de députés, je laisse les parlementaires en faire eux-mêmes la proposition.

Je veux terminer pour vous dire que je vais partir cet après-midi, même à l'instant, que je rendrai compte de la mission que je vais faire à Kiev et à Moscou, dans les deux prochains jours, que c'est pour la France une initiative importante, je souhaite que, et le président POROCHENKO, et le président POUTINE, mesurent bien, maintenant, leurs responsabilités.

Je veux aussi vous dire, que pendant 2 ans et demi, c'est-à-dire tous les jours qui me séparent de la fin de mon mandat, je ne cesserai d'agir dans l'esprit de l'unité de la République et de l'égalité entre les Français. C'est ce qui va m'animer, avec le gouvernement, quels que soient les rendez-vous, quelles que soient les épreuves, ça va être une tension que je veux installer, parce que quand on est porteur d'une espérance aussi forte, d'une exigence aussi élevée, quoi qu'il arrive, quoi qu'il advienne, le président de la République doit se mettre à la hauteur qui lui paraît être celle du pays. Merci.